

Développons...

La démocratie a déjà cessé d'être une réalité.

Les responsables des organisations qui exercent le pouvoir réel ne sont pas élus, et le public n'est pas informé de leurs décisions.

La marge d'action des États est de plus en plus réduite par des accords économiques internationaux pour lesquels les citoyens n'ont été, ni consultés, ni informés.

Tous ces traités élaborés ces cinq dernières années (GATT, OMC, AMI, NTM, NAFTA) visent un but unique : le transfert du pouvoir des États vers des organisations non élues, au moyen d'un processus appelé « mondialisation ».

Une suspension proclamée de la démocratie n'aurait pas manqué de provoquer une révolution. C'est pourquoi il a été décidé de maintenir une démocratie de façade, et de déplacer le pouvoir réel vers de nouveaux centres.

Les citoyens continuent à voter, mais leur vote a été vidé de tout contenu. Ils votent pour des responsables qui n'ont plus de pouvoir réel.

Et c'est bien parce qu'il n'y a plus rien à décider que les programmes politiques de « droite » et de « gauche » en sont venus à tant se ressembler dans tous les pays occidentaux.

Pour résumer, nous n'avons pas le choix du plat, mais nous avons le choix de la sauce. Le plat s'appelle « nouvel esclavage », avec sauce de droite pimentée, sauce de gauche aigre-douce ou sauce immangeable des extrêmes.

La disparition de l'information.

Depuis le début des années 90, l'information a progressivement disparu des médias destinés au grand-public.

Comme les élections, les journaux télévisés continuent d'exister, mais ils ont été vidés de leur contenu.

Un journal télévisé contient au maximum 2 à 3 minutes d'information véritable. Le reste est constitué de sujets « magazine », de reportages anecdotiques, de faits divers, de micros-trottoirs et de reality-shows sur la vie quotidienne.

Les analyses par des journalistes spécialisés, ainsi que les émissions d'information ont été presque totalement éliminées. L'information se réduit désormais à la presse écrite, lue par une minorité de personnes.

La disparition de l'information est le signe tangible que notre régime politique a déjà changé de nature.

Stratégies et objectifs pour le contrôle du monde.

Les responsables du pouvoir économique sont presque tous issus du même monde, des mêmes milieux sociaux. Ils se connaissent, se rencontrent, partagent les mêmes vues et les mêmes intérêts.

Ils partagent donc tout naturellement la même vision de ce que devrait être le monde idéal futur. Il est dès lors naturel qu'ils s'accordent sur une stratégie et synchronisent leurs actions respectives vers des objectifs communs, en induisant des situations économiques favorables à la réalisation de leurs objectifs, à savoir :

1. Affaiblissement des États et du pouvoir politique. Déréglementation. Privatisation des services publics.
2. Désengagement total des États de l'économie, y compris des secteurs de l'éducation, de la recherche, et à terme de la police et de l'armée, destinés à devenir des secteurs exploitables par des entreprises privées.
3. Endettement des États au moyen de la corruption, des travaux publics inutiles, des subventions données aux entreprises sans contrepartie, ou des dépenses militaires. Lorsqu'une montagne de dettes a été accumulée, les gouvernements sont contraints aux privatisations et au démantèlement des services publics. Plus un gouvernement est sous le contrôle des « Maîtres du Monde », et plus il fait augmenter la dette de son pays.
4. Précarisation des emplois et maintien d'un niveau de chômage élevé, entretenu grâce aux délocalisations et à la mondialisation du marché du travail. Ceci accroît la pression économique sur les salariés, qui sont alors prêts à accepter n'importe quels salaires ou conditions de travail.
5. Réduction des aides sociales, pour accroître la motivation du chômeur à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire. Des aides sociales trop élevées empêchent le chômage de faire pression efficacement sur le marché du travail.
6. Empêcher la montée des revendications salariales dans le Tiers-Monde, en y maintenant des régimes totalitaires ou corrompus. Si les travailleurs du Tiers-Monde étaient mieux rémunérés, cela briserait le principe même des délocalisations et du levier qu'elles exercent sur le marché du travail et la société en occident. Ceci est donc un verrou stratégique essentiel qui doit être préservé à tout prix. La fameuse « crise asiatique » de 1998 a été déclenchée dans le but de préserver ce verrou.

Les attributs du pouvoir.

Les organisations multinationales privées se dotent progressivement de tous les attributs de la puissance des États : réseaux de communication, satellites (2), services de renseignements, fichiers sur les individus (3), institutions judiciaires (*établies par l'OMC et l'AMI, accord grâce auquel une multinationale pourra traîner un État devant une cour de justice internationale spéciale*).

L'étape suivante — et ultime — pour ces organisations sera d'obtenir la part de pouvoir militaire et policier qui correspond à leur nouvelle puissance, en créant leurs propres forces armées (1), car les armées et polices nationales ne sont pas adaptées à la défense de leurs intérêts dans le monde.

À terme, les armées sont appelées à devenir des entreprises privées, des prestataires de services travaillant sous contrat avec les États, aussi bien qu'avec n'importe quel client privé capable de payer leurs services. Mais à l'étape ultime du plan, ces armées privées serviront les intérêts des grandes multinationales et attaqueront les États qui ne se plieront pas aux règles du nouvel ordre économique.

En attendant, ce rôle est assumé par l'armée des États-Unis, le pays le mieux contrôlé par les multinationales.

Note :

1 — Armées privées : Les armées privées existent déjà aux États-Unis. Il s'agit des sociétés Dyncorp, CACI, et MPRI, prototypes des futures armées privées. Dyncorp est intervenu dans de nombreuses régions où les États-Unis souhaitaient intervenir militairement sans en porter la responsabilité directe (Amérique du Sud, Soudan, au Koweït, en Indonésie, au Kosovo, en Irak...). Fin 2002, Dyncorp a été rachetée par Computer Sciences Corporation, l'une des plus importantes sociétés américaines de services informatiques. En mai 2004, Dyncorp et MPRI ont été impliquées dans les tortures sur les prisonniers irakiens. Les armées privées (appelées « sous-traitants » par le Pentagone) représentent 10 % des effectifs américains envoyés en Irak.

2 — Satellites : Microsoft a finalement renoncé à son projet Teledesic, un réseau de 288 satellites de communication qui devaient constituer un maillage tout autour de la planète. Mais d'autres compagnies multinationales s'appêtent à créer des réseaux de satellites de communication similaires. Des satellites d'observation privés sont également déjà en place. Deux sociétés commercialisent des images à haute résolution de la planète susceptible d'intéresser les acheteurs.

3 — Fichiers privés : De nombreuses sociétés fondées ces dernières années (principalement aux États-Unis) sont spécialisées dans la collecte d'informations individuelles, officiellement à des fins commerciales. Mais ces fichiers privés commencent à rassembler des millions de profils individuels très précis de consommateurs répartis dans l'ensemble des pays occidentaux. Les informations de ces fichiers sont vendues à quiconque souhaite les acheter.

La vraie réalité de l'argent.

L'argent est aujourd'hui essentiellement virtuel. Il a pour réalité une suite de 0 et de 1 dans les ordinateurs des banques. La majeure partie du commerce mondial a lieu sans monnaie papier, et seulement 10 % des transactions financières quotidiennes correspondent à des échanges économiques dans le « monde réel ».

Les marchés financiers eux-mêmes constituent un système de création d'argent virtuel, de profit non basé sur une création de richesses réelles. Grâce au jeu des marchés financiers (qui permet de transformer en bénéfiques les oscillations des cours), les investisseurs avisés peuvent être déclarés plus riches, par une simple circulation d'électrons dans des ordinateurs. Cette création de capitaux sans création de richesses économiques correspondantes est la définition même de la création artificielle de monnaies. Ce que la loi interdit aux faux-monnayeurs et ce que l'orthodoxie économique libérale interdit aux États est donc possible et légal pour un nombre restreint de bénéficiaires.

Si l'on veut comprendre ce qu'est réellement l'argent et ce à quoi il sert, il suffit d'inverser le vieil adage « le temps, c'est de l'argent » en « **l'argent, c'est du temps** ».

L'argent est ce qui permet d'acheter le temps des autres ; le temps qui a été nécessaire à produire les produits ou les services que l'on consomme.

En résumé :

Ce qui nous attend, demain, c'est la déchéance de l'humanité tout entière ;

C'est même la fin d'un monde, unique au sein de la Galaxie ;

C'est plus de 3 milliards d'années de vies terrestres, sur les 4,5 milliards, qui vont être balayés par seulement 1 million d'années d'existence d'une espèce : l'humanité.